

A la une

Managers

IA-Ressources humaines: complémentarité plutôt que concurrence?

27/02/2024

Alors que l'Intelligence Artificielle (IA) révolutionne le monde des affaires en automatisant les tâches et en optimisant le temps, le rôle du capital humain reste au cœur de cette transformation.

Les machines et l'IA, bien que puissantes, sont le fruit de l'ingéniosité humaine et dépendent toujours de la supervision et de l'innovation humaines pour leur développement et leur bon fonctionnement.

C'est pourquoi nous voyons une vague d'initiatives visant à améliorer les compétences des collaborateurs au sein des entreprises. La construction d'une équipe engagée et connectée, le renforcement de la marque employeur, sont autant de sujets qui ont été au centre des discussions lors de la 17e édition de HR Expo.

En effet, L'IA et le capital humain sont les piliers de l'évolution des entreprises. L'IA, souvent perçue comme une arme à double tranchant, nécessite une utilisation judicieuse pour être véritablement bénéfique.

C'est un outil de travail qui, lorsqu'il est utilisé correctement, peut aider les individus à évoluer, à se rapprocher des autres, à augmenter leur efficacité et leur rapidité. Cependant, il est essentiel de souligner que l'IA ne doit pas remplacer



IFC et le CBF officiellement partenaires pour l'intégration des critères ESG dans le secteur bancaire et financier

P.03

4th International Conference and Exhibition for Banking, Insurance and Investment 2024

P.06

Rendez-vous de Casablanca de l'assurance : Focus sur l'assurance dans un monde d'incertitudes

P.06

AAMFI: Uniting Africa's financial institutions for sustainable development

P.08

GAIF emphasises governance and technology in recommendations for the insurance sector

P.09

Marine insurance experts urge sector to work with shipowners in push towards maritime sustainability

P.10

le capital humain au sein de l'entreprise. Le capital humain reste un élément indispensable pour le bon fonctionnement et la croissance de toute entreprise. Cette idée est d'une importance capitale dans notre discussion, comme l'explique Faïza Chaanbi, organisatrice de l'événement.

P.03

SOMMAIRE

IA-Ressources humaines: complémentarité plutôt que concurrence?	03	West Africa: What Withdrawal of Niger, Mali, Burkina Faso Will Cost Ecowas - Official	07
IFC et le CBF officiellement partenaires pour l'intégration des critères ESG dans le secteur bancaire et financier	04	AAMFI: Uniting Africa's financial institutions for sustainable development	08
Algérie: CAGEX : Le capital de la société porté à 10 milliards DA	05	Oman's insurance sector expected have recorded %10 growth in 2023	08
Rendez-vous de Casablanca de l'assurance : Focus sur l'assurance dans un monde d'incertitudes	05	MEA:Insurance M&A activity dips down again	09
L'ACAPS accueille l'Autorité de Régulation et de Contrôle des assurances de la RDC	06	GAIIF emphasises governance and technology in recommendations for the insurance sector	09
4th International Conference and Exhibition for Banking, Insurance and Investment 2024	06	Marine insurance experts urge sector to work with shipowners in push towards maritime sustainability	10
Gabon : vers une augmentation du capital de la SCG-Ré.	07	Social inflation driving billions of dollars of excess losses in commercial auto: Morgan Stanley	11
Edition 2024 du prix « AIO Book Award »	07		

Managers

IA-Ressources humaines: complémentarité plutôt que concurrence?

27/02/2024

Alors que l'Intelligence Artificielle (IA) révolutionne le monde des affaires en automatisant les tâches et en optimisant le temps, le rôle du capital humain reste au cœur de cette transformation. Les machines et l'IA, bien que puissantes, sont le fruit de l'ingéniosité humaine et dépendent toujours de la supervision et de l'innovation humaines pour leur développement et leur bon fonctionnement. C'est pourquoi nous voyons une vague d'initiatives visant à améliorer les compétences des collaborateurs au sein des entreprises. La construction d'une équipe engagée et connectée, le renforcement de la marque employeur, sont autant de sujets qui ont été au centre des discussions lors de la 17e édition de HR Expo. En effet, l'IA et le capital humain sont les piliers de l'évolution des entreprises. L'IA, souvent perçue comme une arme à double tranchant, nécessite une utilisation judicieuse pour être véritablement bénéfique. C'est un outil de travail qui, lorsqu'il est utilisé correctement, peut aider les individus à évoluer, à se rapprocher des autres, à augmenter leur efficacité et leur rapidité. Cependant, il est essentiel de souligner que l'IA ne doit pas remplacer le capital humain au sein de l'entreprise. Le capital humain reste un élément indispensable pour le bon fonctionnement et la croissance de toute entreprise. Cette idée est d'une importance capitale dans notre discussion, comme l'explique Faïza Chaanbi, organisatrice de l'événement.

Organisée par Xpo Pro, agence spécialisée dans la gestion de salons professionnels internationaux et d'événements sectoriels et tenue les 27 et 28 février 2024 à la Cité de la Culture, cette édition a mis en avant la thématique de «IA et capital humain: réussir les nouveaux challenges». C'est un rendez-vous phare de la communauté RH, des entrepreneurs ou startuppeurs, des chefs d'entreprises, des experts, des coaches, des formateurs et même des étudiants: il s'agit d'un événement permettant aux professionnels de se familiariser avec les solutions RH et les systèmes d'information de pointe.

En bref: c'est un «rendez-vous annuel pour les nouvelles formes d'emploi, la formation, le management, l'entrepreneuriat», comme le décrit Chaanbi. L'idée est la présence d'espaces

d'exposition, au nombre de 80 pour cette année, ainsi que la participation de sponsors provenant de divers secteurs, qu'ils soient du secteur public ou du secteur privé. De plus, des nouveautés en termes de logiciels, de technologies et de plateformes visant à améliorer la gestion et le management au sein des entreprises seront présentées. Il est à noter que la majorité des exposants participent dans le but de recruter de nouveaux talents.

Par ailleurs, le 28 après midi se tiendra le concours HR Startup, maintenant à sa deuxième édition, qui invite les 6 candidats sélectionnés à présenter leurs idées devant un jury d'experts, explorant différents domaines.

Enfin, les pays participants sont: l'Allemagne, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte, la France, l'Irlande, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suisse, les États-Unis et, bien sûr, la Tunisie, ont contribué à une diversité et une richesse d'expériences et de perspectives. Pour cette édition, des visiteurs du Ghana et de l'Égypte ont fait le déplacement spécialement pour assister et visiter le salon, ce qui témoigne de la portée et de l'impact de l'événement bien au-delà des frontières nationales.



IFC et le CBF officiellement partenaires pour l'intégration des critères ESG dans le secteur bancaire et financier

23/02/2024

Le Conseil Bancaire et Financier (CBF) et la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale et la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents, ont signé un accord de coopération visant à promouvoir l'intégration des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans le secteur bancaire et financier.

Cette cérémonie marque le début d'une collaboration stratégique entre le CBF et IFC pour renforcer la durabilité et la responsabilité dans le secteur bancaire et financier. Les deux organisations s'engagent à travailler ensemble suivant un plan d'action pour intégrer de manière proactive les critères ESG dans les politiques et pratiques financières des banques et institutions financières.

Cet accord s'inscrit dans le cadre d'un programme lancé par IFC en février 2023, en partenariat avec le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO), afin d'encourager l'adoption des pratiques ESG par le secteur privé tunisien. Il marque une avancée significative dans la promotion d'une finance responsable et durable en Tunisie, soulignant l'importance croissante des critères ESG dans le secteur financier à l'échelle nationale.

«Aujourd'hui, nous franchissons une étape cruciale vers la responsabilité accrue du secteur bancaire et financier en intégrant les critères ESG dans la politique de financement des institutions financières tunisiennes. Cet engagement envers la durabilité financière, illustré par notre partenariat avec l'IFC, souligne notre détermination à favoriser une croissance durable et à générer une valeur à long terme. L'intégration des critères ESG jouera un rôle essentiel dans l'atténuation des risques, tant pour les PME que pour les banques, renforçant ainsi notre capacité à promouvoir la stabilité financière et à contribuer à un avenir économique plus résilient,» a déclaré M. Néji Ghandri, Président du Conseil Bancaire et Financier.

IFC, qui a une longue histoire d'engagement en faveur du développement durable, contribuera à accompagner le secteur bancaire et financier

tunisien dans l'adoption des meilleures pratiques internationales.

« Nous sommes ravis de nous associer au Conseil Bancaire et Financier (CBF) pour permettre au secteur d'améliorer ses pratiques ESG, ce qui est fondamental pour bâtir une économie solide et durable et attirer les investisseurs internationaux Tunisie, » a affirmé Mme Sarah Morsi, Responsable d'IFC pour la Tunisie et la Libye. « IFC est heureuse de mettre à profit son expérience en la matière afin de soutenir l'essor du secteur privé dans le pays ». Cette alliance stratégique entre le Conseil Bancaire et Financier et IFCa pour objectif de favoriser l'intégration des critères ESG dans le secteur bancaire tunisien. En adoptant les critères ESG, le secteur bancaire tunisien améliorera la conformité aux pratiques internationales et sera mieux positionné pour conseiller ses clients et satisfaire les exigences croissantes du marché financier mondial.

Aujourd'hui, la cérémonie de signature marque une étape significative pour notre projet car le secteur bancaire joue un rôle central dans la promotion du développement économique durable et pourrait être une locomotive des pratiques ESG dans le monde des affaires. Le programme IESG vise à améliorer les pratiques ESG en Tunisie et dans d'autres pays de la région MENA, facilitant les investissements plus responsables, favorisant ainsi la stabilité économique à long terme et le bien-être de la société, » a indiqué M. Josef Renggli, ambassadeur de Suisse en Tunisie.

Algérie: CAGEX : Le capital de la société porté à 10 milliards DA

20/02/2024

Le directeur général de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), Zohir Laïche, a déclaré, lundi à Oran, que le capital de la société a été porté à 10 milliards de dinars, début 2024, devant ainsi contribuer à un plus grand soutien aux exportateurs algériens.

M. Laïche a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge d'un séminaire régional des exportateurs de l'Ouest algérien, organisé par la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations, que l'Etat a décidé de porter le capital de la société de 3 milliards de dinars à 10 milliards, dont 40% sont une contribution du Trésor public, afin de faire face aux risques qui impactent l'économie du pays.

Il a souligné que la Cagex est à la disposition des exportateurs algériens, dans le cadre de la politique des pouvoirs publics visant à encourager les exportations hors hydrocarbures, à travers notamment l'assurance des produits exportés, en leur offrant une banque de données internationales sur différents établissements et opérateurs dans le monde à travers son adhésion au réseau international regroupant de grandes compagnies d'assurance internationales.

Pour sa part, Rabie Mohamed, cadre au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, a souligné que l'Etat a, récemment, augmenté les aides destinées aux exportateurs hors hydrocarbures, en activant de nouvelles portes dans les domaines d'activité du Fonds spécial pour la promotion des exportations, qui permettent d'offrir des compensations supplémentaires aux exportateurs pour leur faciliter la pénétration de nouveaux marchés, dont la protection des marques l'augmentation de la compensation de transport et autres.

Le directeur régional du commerce et de la promotion des exportations de la région d'Oran, Djillali Sebaoui, a indiqué que l'organisation de ce séminaire s'inscrit dans le cadre de la politique du ministère visant à rapprocher les différents acteurs économiques, écouter leurs préoccupations et œuvrer à répondre à leurs attentes.

Habiche Saliha, cadre à la direction régionale des Douanes d'Oran, a fait une présentation sur les facilitations douanières à l'exportation approuvées par les pouvoirs publics à travers les récentes lois de finances pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures.



Rendez-vous de Casablanca de l'assurance : Focus sur l'assurance dans un monde d'incertitudes

26/02/2024

La 10ème édition du Rendez-vous de Casablanca de l'assurance se tiendra les 17 et 18 avril 2024 sous le thème «Quelle assurance dans un monde d'incertitudes?».

Organisé par la Fédération marocaine de l'assurance (FMA), cet événement met l'accent sur les sujets d'actualité qui concernent l'industrie de l'assurance. Le pays mis à l'honneur cette année sont les Emirats Arabes Unis, représentés par Khaled El Badi, président de l'«Emirates Insurance Association».

Cette nouvelle édition sera l'occasion de débattre du renforcement de la protection des biens et des personnes face à diverses incertitudes, notamment le changement climatique, les catastrophes naturelles comme les séismes et les sécheresses, ainsi que les risques émergents tels que le cyber. Des thématiques telles que l'impact des perspectives économiques et financières mondiales, ainsi que l'influence de l'intelligence artificielle sur le business modèle des assureurs figureront également à l'ordre du jour.

Plusieurs intervenants de renom provenant de différentes régions du monde sont attendus. En l'occurrence, Florence Lustman, présidente de France assureurs, Toyonari Sasaki, vice-président délégué de l'Association japonaise des assureurs vie, Michaela Koller, DG d'Insurance Europe, ou encore de Mirenchu del Valle Schaan, présidente de la Fédération espagnole de l'assurance.

Cette édition du Rendez-vous de Casablanca de l'assurance mettra également en avant les initiatives novatrices et les solutions émergentes dans le domaine de l'assurance.

L'ACAPS accueille l'Autorité de Régulation et de Contrôle des assurances de la RDC

27/02/2024

L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) a accueilli, du 19 au 27 février 2024, une délégation de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo (ARCA) pour une mission d'assistance technique et d'échange d'expertises.

A cette occasion, le président de l'ACAPS, M. Abderrahim Chaffai et le directeur général de l'ARCA M. Alain Kaninda Ngalul ont échangé sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment la coordination des efforts entre les deux autorités afin de renforcer davantage les relations de coopération bilatérale dans les différents domaines de supervision et de contrôle du secteur des assurances. Dans ce cadre, ils ont exprimé leur volonté commune d'asseoir un cadre élargi d'échange d'expériences et de bonnes pratiques et de favoriser l'appui mutuel en matière de conseil et de renforcement des capacités.

Il convient de souligner que cette visite d'immersion de la délégation de l'ARCA au sein de l'ACAPS a porté sur plusieurs sujets techniques, notamment le cadre réglementaire de la réassurance, le contrôle des assurances, la conformité et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Cette mission d'échange intervient dans le cadre du protocole d'accord, signé en 2017, entre l'ACAPS et l'ARCA visant à promouvoir la coopération et le développement du secteur des assurances ainsi que l'échange de connaissances, d'expertises et de compétences.

A noter aussi que l'ACAPS fait de la coopération Sud-Sud un levier stratégique de sa politique de coopération internationale. Active sur le plan continental, l'Autorité adopte en effet une approche fondée sur le renforcement des capacités et le partage d'expériences, de compétences et d'expertises ainsi que le développement des liens et des partenariats notamment avec les pays de la région en vue de concevoir des solutions adaptées aux enjeux locaux.

4th International Conference and Exhibition for Banking, Insurance and Investment 2024

26/02/2024

The activities of the 4th International Conference and Exhibition for Banking, Insurance and Investment were held on the grounds of the Tripoli International Fair.

The event is organized by Rawaq Company and the West Al-Bihar (Mid-Sea) For Exhibition and Conference Company, and under the supervision of the General Board for Fairs. Several national and international banks, insurance and investment companies participated in this exhibition, through which the services provided by banks were displayed.

The exhibition also included workshops with the participation of specialists in the banking and investment field.

Financial Afrik**Gabon : vers une augmentation du capital de la SCG-Ré****26/02/2024**

Les actionnaires de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) vont statuer sur un projet d'augmentation de capital de 2,5 milliards de FCFA, au cours d'une assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 8 mars 2024 à Libreville, la capitale du Gabon.

En cas d'approbation, cette opération va porter ce capital social à 15 milliards de FCFA par "l'incorporation des primes perçues par la société lors de la dernière offre publique de vente d'actions opérée en 2022". Les 2,5 milliards de FCFA de primes seront incorporés au capital social du réassureur public gabonais par la création de 250.000 nouvelles actions à distribuer aux actionnaires actuels. Ainsi, 200.000 actions seront affectées aux actionnaires inscrits au nominatif pur (au prorata de leur quote-part) et 50 000 aux actionnaires boursiers. C'est au cours de l'émission, par la SCG-Ré, de 250.000 nouvelles actions au prix unitaire de 20 000 FCFA, soit 10 000 FCFA au-dessus de la valeur nominale du titre que ces primes avaient été générées. .

**Edition 2024 du prix « AIO Book Award****27/02/2024**

L'Organisation Africaine des Assurances (OAA) organise l'édition 2024 du prix du meilleur livre « AIO Book Award 2024 ».

Ce programme récompense les meilleurs ouvrages portant sur un sujet lié au secteur de l'assurance. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 mars 2024.

Les noms des gagnants seront annoncés lors de la 50ème conférence et assemblée générale de l'OAA qui se tiendra du 1er au 5 juin 2024 à Windhoek, Namibie.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'admission et modalités d'inscription sont disponibles sur le lien suivant : <https://african-insurances.org/2024/02/26/2024-aio-book-award-guidelines/>

West Africa: What Withdrawal of Niger, Mali, Burkina Faso Will Cost Ecowas Official**25/02/2024**

«The withdrawal of the three-member states could result in the halt or the suspension of all ECOWAS projects and programmes worth more than \$500 million,» a communique issued at the end of the Saturday extraordinary summit said. West Africa's regional bloc, ECOWAS, on Saturday, said that the exit of three of its members would cost the region a lot including projects worth about \$500 million.

«The withdrawal of the three-member states could result in the halt or the suspension of all ECOWAS projects and programmes worth more than \$500 million,» a communique issued at the end of Saturday's extraordinary summit said. Niger, Mali and Burkina Faso in January announced their withdrawal from ECOWAS over what they described as inhumane and illegal sanctions imposed on them following coups in the countries.

ECOWAS also highlighted other implications the withdrawal could have including socio-economic, political, security and humanitarian impact. According to ECOWAS, the impact would be felt most by the citizens of the three countries and the regional integration process. It urged the three member states to reconsider their decision given the benefits that ECOWAS member states and their citizens enjoy in the community.

It further encouraged them to resort to dialogue, negotiations and mediation to address their concerns.

«The authority urges the three member states to adhere to the provisions of the 1993 revised treaty relating to withdrawal, particularly article 91.»

«The authority encourages ECOWAS to sustain its rapprochement and overtures towards the three member states and continues to remain seized of the situation.»

On political and security implications, «the withdrawal will affect security cooperation in terms of sharing intelligence and participation in regional counterterrorism initiatives, such as the Accra initiative, and the Multinational Joint Task Force.»

AAMFI: Uniting Africa's financial institutions for sustainable development

28/02/2024

Several multilateral financial organisations have collaborated to establish the Alliance of African Multilateral Financial Institutions (AAMFI), under the patronage of Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, the President of Ghana. This significant initiative was launched during the 37th Ordinary Session of the African Union, marking a pivotal moment in Africa's financial landscape.

AAMFI represents a collective commitment among these institutions to collaborate and coordinate efforts towards sustainable economic development and financial independence across Africa.

Consisting of institutions established by African states and owned by Africa itself, AAMFI reflects the continent's determination to shape its financial future.

Key founding members, including Africa Re, Africa Finance Corporation, African Export-Import Bank, and others, aim to foster collaboration and drive sustainable economic development across the continent.

AAMFI aims to address Africa's development finance needs, advocate for African interests globally, and promote sustainable finance strategies. Its establishment underscores Africa's commitment to self-reliance and leveraging its own resources for economic advancement.

During the inauguration, all founding members signed a declaration affirming their commitment to AAMFI's principles.

President Akufo-Addo emphasised the importance of AAMFI in driving Africa's economic transformation, stating, "The establishment of AAMFI signifies our collective commitment to surmount financial challenges and propel Africa towards sustainable development."

AAMFI's mandate extends beyond financial cooperation to address the specific needs of African nations and advocate for their interests globally. With the expertise and resources of its member institutions, AAMFI aims to catalyse growth across various sectors, including infrastructure, trade, and investment. In remarks delivered on behalf of the African Union Commission, the importance of AAMFI in supporting African Union Member States was underscored, highlighting its role in addressing financing challenges and supporting the continent's transformation.

Oman's insurance sector expected have recorded 10% growth in 2023

26/02/2024

Oman's insurance sector is expected to have achieved a 10 percent growth in 2023, paving the way for attracting additional regional investors, according to a top official. This comes as Oman recorded a growth rate of about 13 percent in insurance premiums in 2022, according to Mustafa Ahmed Salman, member of the board of directors of the Oman Chamber of Commerce and Industry.

"The contribution of the insurance sector to the gross domestic product of the Sultanate of Oman currently amounts to 1.3 percent, which is a good percentage compared to Arab countries," he said.

This positive trend follows the insurance division emerging as one of the fastest-growing sectors in the Middle Eastern country. The chairman went on to explain that the volume of Arab insurance reached about \$45 billion, constituting 1 percent of the volume of global insurance. Furthermore, Salman highlighted that the Finance and Insurance Committee of the chamber is actively engaged in studying and developing laws, decisions, and regulations related to the sector. All these endeavors demonstrate that increasing the contribution of insurance to the GDP is achieved by establishing large projects and capital for insurance companies, as well as strengthening their reserves, highlighted the chairman.

Regarding the performance of insurance firms on the Muscat Securities Market, he emphasized that their prices have been traded at appropriate costs and delivered good dividends over the past years.

Salman further disclosed that efforts are underway to enhance trading in the shares of these companies, aiming to attract more investors for buying and exchanging their assets.

Oman's insurance industry is projected to grow at an annualized rate of 4.5 percent, reaching \$1.8 billion in 2028, up from around \$1.4 billion in 2022, according to the UAE-based investment banking advisory firm Alpen Capital.

In a recently released study titled "GCC Insurance Industry Report," the advisory firm stated that several macroeconomic trends, particularly GDP and population growth between 2023 and 2028, are expected to drive this transition.

GAIF emphasises governance and technology in recommendations for the insurance sector

27/02/2024

The board of directors of the General Arab Insurance Federation (GAIF) has announced a number of recommendations to be implemented by the grouping. The recommendations emphasise promoting corporate governance and forging a progressive outlook that focuses on leveraging technology in the future.

The recommendations include:

Training Arab cadres specialised in actuarial science, governance and risk compliance management

Encouraging companies to use AI in risk management to facilitate business

Affirming recommendations previously made regarding the necessity of working with Arab regional insurance federations in developing maps and models of Nat CATs and disasters in the Arab region

Continuing to study the Orange Card system to bring about improvement in the cross-border motor insurance scheme

Encouraging regulatory bodies to introduce measures in line with international standards to ensure the soundness of insurance companies

Improving internal regulations and corporate governance.

GAIF's announcement about its initiatives was made at the end of the 34th GAIF General Conference that was held in Muscat on 18–21 February 2024.

In his closing remarks for this year's conference, GAIF secretary-general Mr Chakib Abouzaid congratulated the Oman insurance market and participants for the successful organisation of the Conference. The event attracted a record number of 2,200 delegates which is a testimony of its importance on the regional and international levels, he said.

Mr Abouzaid said that the sessions held during the conference discussed the basic starting points for moving the insurance industry towards the adoption of AI, which contributes to providing high-quality insurance products and ensuring the good performance of the insurance markets in the region.

MEA: Region sees fewer insurance M&A deals in 2023, mirroring global trend

27/02/2024

The global insurance sector witnessed a decline in mergers and acquisitions (M&A) activity in 2023, with 346 completed deals compared to 449 in the previous year, according to Clyde & Co's latest Insurance Growth Report. This downturn was observed globally, with reductions ranging from 37.5% in the Middle East and Africa to 13.3% in the Asia Pacific region.

Despite the global slowdown, the Americas continued to lead in M&A activity, though Europe is closing the gap. The latter part of 2023 saw a reversal of the downward trend, with Europe experiencing a 22.9% increase in deals, contrasting with declines in the Asia Pacific and the Middle East and Africa regions. Peter Hodgins, a partner at Clyde & Co in Dubai, attributed this decline to the challenging economic conditions marked by high inflation, which has made funding for transactions difficult to secure. Meanwhile, with over half of the global population expected to be called to the polls in 2024, as well as a number of escalating regional conflicts, heightened geopolitical risks have become a persistent concern," Hodgins said. "In the face of this market uncertainty, deal-makers have remained in wait-and-see mode, with a negative impact on overall transaction volume in 2023."

M&A in 2024

Looking ahead, there is optimism for a rebound in European insurance M&A in 2024, bolstered by the expectation of interest rate cuts by central banks. Clyde & Co explained that this potential shift is attracting international carriers and MGAs back to the market, particularly in the personal lines space, where there is a search for reliable cash flows

Geopolitical risks, however, remain a dominant theme for 2023, influencing insurance businesses' expansion plans and coverage needs, especially in conflict-impacted regions. Insurers are seen as playing a crucial role in supporting businesses through these challenges, particularly in the Middle East, where political risks and trade credit insurance demand have surged.

Marine insurance experts urge sector to work with shipowners in push towards maritime sustainability

23/02/2024

In a joint effort to address the pressing issue of maritime sustainability, marine insurance experts are calling for closer collaboration with shipowners to develop decarbonisation strategies.

A white paper, co-authored by underwriting firm Atrium and Bayes Business School (formerly Cass), City, University of London, emphasises the critical role insurers can play in facilitating the transition to greener practices within the shipping industry.

Highlighting the urgency of the matter, the paper underscores that while the shipping sector currently contributes about 3% of global greenhouse gas emissions (GHGs), this figure could soar to as high as 13% in the near future.

This projection is attributed to the relatively slow progress in emissions reduction within the maritime industry compared to other sectors.

The International Maritime Organization (IMO) has implemented two key initiatives, the Effective Energy Efficiency Existing Ship Index (EEXI) and the Carbon Intensity Indicator (CII), aimed at monitoring and evaluating the environmental impact of maritime operations.

The CII initiative, in particular, introduces a rating system grading vessels based on their emissions performances, compelling shipowners with lower ratings to devise and implement action plans to reduce GHG emissions.

Andrew Mackenzie, co-author of the paper and a researcher at Bayes Business School, stressed the pivotal role of insurers in encouraging decarbonisation efforts.

He noted that insurers have a moral obligation to support their clients in meeting regulatory requirements and transitioning to greener practices.

The paper outlines several strategies for insurers to promote decarbonisation, including incorporating compliance requirements into insurance policies, adjusting premium rates based on compliance

data, and collaborating closely with clients to explore innovative solutions.

However, the authors caution that insurers must strike a delicate balance between encouraging decarbonisation and remaining competitive in the market.

They acknowledge the challenges and uncertainties, including ensuring compliance with relevant legislation and avoiding breaches of anti-trust laws.

With the global premiums of the marine insurance sector reaching \$US35.8 billion in 2022, the paper emphasises the importance of collective action among stakeholders to achieve sustainability goals while maintaining market competitiveness.

The research underscores the need for concerted efforts from all stakeholders involved in the maritime industry to navigate the complexities of decarbonisation successfully.

As the sector continues to evolve, collaboration between insurers and shipowners will be crucial in driving meaningful change towards a greener future for maritime operations.



Social inflation driving billions of dollars of excess losses in commercial auto: Morgan Stanley

28/02/2024

In a recent report by Morgan Stanley's analyst team, it's estimated that social inflation caused \$13.3-24.5 billion of excess losses for commercial auto liability from 2013-2022, accounting for 7-13% of total losses in the period.

On an annual basis, excess social inflation exceeded expected loss assumptions by 3-15%, under Morgan Stanley's base case.

Morgan Stanley analysts note, "This leads us to believe that the commercial auto industry as a whole may have consistently underestimated the impact of social inflation."

While there was a partial reversal in 2021 and 2022, the trend of social inflation has been deteriorating since 2019. However, these improvements may be temporary, possibly influenced by economic inflation and post-COVID impacts.

As settlements and jury awards continue to rise, contributing to an overall increase in civil cases, social inflation remains a persistent concern.

As a result, insurance companies have been compelled to raise premiums on commercial auto insurance policies, a trend expected to persist and potentially lead to higher costs for businesses and consumers alike.

Morgan Stanley's research underscores the critical need for the commercial auto industry to reassess its risk management strategies and pricing models in response to the ongoing challenges posed by social inflation.

In summary, social inflation has had a significant and enduring impact on the commercial auto liability sector, highlighting the importance of proactive measures to mitigate risks and adapt to evolving market conditions.